

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 51 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 dicembre 1973

LEONE

RUMOR — MORO —
TAVIANI — ZAGARI

Visto, il Guardasigilli: ZAGARI

CONVENTION D'AIDE MUTUELLE JUDICIAIRE, D'EXEQUATUR DES JUGEMENTS ET D'EXTRADITION ENTRE L'ITALIE ET LE MAROC.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE
et
SA MAJESTÉ LE ROI DU MAROC

Soucieux d'établir une coopération efficace dans le domaine de l'entraide judiciaire, entre les deux Pays, Ont résolu de conclure la présente convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et de extradition.

Ils ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires:

Le Président de la République italienne:

Monsieur Aldo MORO, Ministre des affaires étrangères,

Sa Majesté le Roi du Maroc:

Monsieur Youssef Ben Abbes ATARJI, Ministre des affaires étrangères, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions qui suivent:

Titre premier

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES
LIBRE ACCÈS AUX TRIBUNAUX

Article premier

Les ressortissants de chacune des parties contractantes auront sur le territoire de l'autre un libre et facile accès auprès de toutes les juridictions pour la poursuite et la défense de leurs droits.

Article 2

Il ne pourra être imposé aux ressortissants de chacune des parties contractantes ni caution, ni dépôt sous quelque dénomination que ce soit, en raison soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays.

L'alinéa précédent s'applique, sous réserve des dispositions d'ordre public du pays où l'action est introduite, aux personnes morales constituées ou autorisées suivant la législation de l'une des deux parties contractantes.

Titre II

AIDE MUTUELLE
TRANSMISSION DES ACTES JUDICIAIRES
ET EXTRA-JUDICIAIRES

Article 3

Les actes judiciaires et extra-judiciaires, tant en matière civile et commerciale qu'en matière pénale, sous réserve des dispositions régissant le régime de l'extradition, destinés à des personnes résidant sur le territoire de l'un des deux pays seront transmis par la voie diplomatique normale.

Les dispositions du présent article n'excluent pas la faculté pour les parties contractantes de faire parvenir directement par le canal de leurs représentants diplomatiques ou consulaires des actes judiciaires et extra-judiciaires destinés à leur propres ressortissants. En cas de conflit de législation, la nationalité du destinataire de l'acte sera déterminée par la loi du pays où la remise doit avoir lieu.

Article 4

Les actes judiciaires et extra-judiciaires ne seront pas traduits mais la lettre ou le bordereau de transmission sera rédigé dans la langue de l'autorité requise et devra contenir les indications suivantes:

Autorité de qui émane l'acte;
nature de l'acte dont il s'agit;
nom et qualité des parties;
nom et adresse du destinataire;

et, en matière pénale, qualification de l'infraction.

Article 5

Si l'autorité requise est incompétente, elle transmettra d'office l'acte à l'autorité compétente et en informera immédiatement l'autorité requérante, par la voie diplomatique.

Article 6

L'autorité requise se bornera à faire effectuer la remise de l'acte au destinataire.

Si celui-ci l'accepte volontairement, la preuve de la remise se fera au moyen soit d'un récépissé daté et signé par le destinataire, soit d'une attestation de l'autorité requise et constatant le fait, le mode et la date de la remise. L'un ou l'autre de ces documents sera envoyé directement à l'autorité requérante.

Si la remise de l'acte ne peut être effectuée pour une cause quelconque, l'autorité requise enverra immédiatement celui-ci à l'autorité requérante en indiquant le motif pour lequel la remise n'a pu avoir lieu.

Article 7

La remise des actes judiciaires et extra-judiciaires ne donnera lieu au remboursement d'aucun frais.

Article 8

Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas en matière civile et commerciale à la faculté, pour les intéressés résidant sur le territoire de l'une des deux parties contractantes, de faire assurer dans l'un des deux pays la notification et la remise de tous

actes aux personnes résidant dans ce pays. La notification et la remise doivent être effectuées selon les formes en vigueur dans les pays où elles doivent avoir lieu.

TRANSMISSION ET EXECUTION DES COMMISSIONS ROGATOIRES

Article 9

Les commissions rogatoires en matière civile et commerciale à exécuter sur le territoire de l'une des deux parties contractantes, seront exécutées par les autorités judiciaires.

Elles seront transmises par la voie diplomatique normale.

Si l'autorité requise est incompétente, elle transmettra d'office la commission rogatoire à l'autorité compétente et en informera immédiatement l'autorité requérante.

Les dispositions du présent article n'excluent pas la faculté pour les parties contractantes, de faire exécuter directement par leurs représentants diplomatiques ou consulaires, les commissions rogatoires relatives à l'audition de leurs ressortissants. En cas de conflit de législation, la nationalité de la personne dont l'audition est requise sera déterminée par la loi du pays où la commission rogatoire doit être exécutée.

Article 10

Les commissions rogatoires en matière pénale à exécuter sur le territoire de l'une des deux parties contractantes seront transmises par la voie diplomatiques et exécutées par les autorités judiciaires.

Si l'autorité judiciaire requise est incompétente, elle transmettra d'office les commissions rogatoires à l'autorité compétente et en informera immédiatement l'autorité requérante par la voie diplomatique.

En cas d'urgence, elles pourront être adressées directement. Elles seront renvoyées, dans tous les cas, par la voie diplomatique.

Article 11

L'autorité requise pourra refuser d'exécuter une commission rogatoire, si, d'après la loi de son pays, celle-ci n'est pas de sa compétence ou si elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité ou à l'ordre public du pays où elle doit avoir lieu.

Article 12

Les personnes dont le témoignage est demandé seront invitées à comparaître selon la procédure du pays requis; si elles refusent de déférer à cet avis, l'autorité requise devra user des moyens de contrainte prévus par la loi de son pays.

Article 13

Sur demande expresse de l'autorité requérante, l'autorité requise devra:

1) Exécuter la commission rogatoire selon les formes précisées par l'autorité judiciaire requérante si celles-ci ne sont pas contraires à la législation de son pays.

2) Informer, en temps utile, l'autorité requérante de la date et du lieu où il sera procédé à l'exécution de la commission rogatoire, afin que les parties intéressées puissent y assister, dans le cadre de la législation du pays requis.

Article 14

Les commissions rogatoires devront être accompagnées d'une traduction dans la langue de l'autorité requise. Cette traduction sera certifiée par un traducteur assermenté ou dont le serment sera reçu conformément aux lois du pays requérant.

Article 15

L'exécution des commissions rogatoires ne donnera lieu au remboursement d'aucun frais, sauf en ce qui concerne les honoraires d'experts.

COMPARUTION DES TÉMOINS EN MATIÈRE PÉNALE

Article 16

Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. Dans ce cas, les indemnités de voyages et de séjour calculées depuis la résidence du témoin, seront au moins égales à celles accordées d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu; il lui sera fait, sur sa demande, par les soins des autorités consulaires du pays requérant, l'avance de tout ou partie des frais de voyage.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui cité dans l'un des deux pays comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'Etat requis. Cette immunité cessera trente jours après la date à laquelle la déposition aura pris fin et où le retour du témoin aura été possible.

Article 17

Les demandes d'envoi de témoins détenus seront transmises par la voie diplomatique.

Il sera donné suite à la demande, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous la condition de renvoyer lesdits détenus dans un bref délai.

Titre III

EXEQUATUR EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE

Article 18

En matière civile et commerciale, les décisions rendues par les juridictions siégeant au Maroc ou en Italie recevront l'exequatur sur le territoire de l'autre pays si elles réunissent les conditions suivantes:

a) la décision émane d'une juridiction compétente selon les règles de droit international admises dans le pays où la décision est exécutée, sauf renonciation certaine de l'intéressé;

b) les parties ont été régulièrement citées, représentées ou déclarées défaillantes;

c) la décision est, d'après la loi du pays où elle a été rendue, passée en force de chose jugée ou susceptible d'exécution;

d) la décision ne contient rien de contraire à l'ordre public du pays où elle est invoquée ou aux principes de droit public applicables dans ce pays. Elle ne

doit pas non plus être contraire à une décision judiciaire prononcée dans ce pays et possédant à son égard l'autorité de la chose jugée;

e) aucune juridiction de l'Etat requis n'a été saisie d'une instance entre les mêmes parties et sur le même objet antérieurement à l'introduction de la demande devant la juridiction qui a rendu la décision dont l'exequatur est demandé.

Article 19

Les décisions visées à l'article précédent ne peuvent donner lieu à aucune exécution forcée par les autorités de l'autre pays ni faire l'objet de la part de ces autorités d'aucune formalité publique, telle que l'inscription, la transcription ou la rectification sur les registres publics, qu'après y avoir été déclarées exécutoires.

Article 20

L'exequatur est accordé à la demande de toute partie intéressée par l'autorité compétente d'après la loi du pays où il est requis.

La procédure de la demande en exequatur est régie par la loi du pays dans lequel l'exécution est demandée.

Article 21

L'autorité compétente se borne à vérifier si la décision dont l'exequatur est demandé remplit les conditions prévues aux articles précédents pour jouir de plein droit de l'autorité de la chose jugée. Elle procède d'office à cet examen et doit en constater le résultat dans la décision.

En accordant l'exequatur, l'autorité compétente ordonne, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour que la décision étrangère reçoive la même publicité que si elle avait été rendue dans le pays où elle est déclarée exécutoire.

L'exequatur peut être accordé partiellement pour l'un ou l'autre seulement des chefs de la décision étrangère.

Article 22

La décision d'exequatur a effet entre toutes les parties à l'instance en exequatur et sur toute l'étendue des territoires où ces dispositions sont applicables.

Elle permet à la décision rendue exécutoire de produire, à partir de la date de l'obtention de l'exequatur, en ce qui concerne les mesures d'exécution, les mêmes effets que si elle avait été rendue par le Tribunal ayant accordé l'exequatur à la date de l'obtention de celui-ci.

Article 23

La partie qui invoque l'autorité d'une décision judiciaire ou qui en demande l'exécution doit produire:

a) une expédition de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité;

b) l'original de l'exploit de signification de la décision ou de tout autre acte qui tient lieu de signification;

c) un certificat des greffiers compétents constatant qu'aucune voie de recours n'a été exercée contre la décision;

d) une copie authentique de la citation de la partie qui a fait défaut à l'instance;

e) une traduction complète des pièces énumérées ci-dessus certifiée conforme par un traducteur assermenté.

Article 24

La reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales sont régies par la convention de New York adoptée le 10 juin 1958 par l'Assemblée générale des Nations Unies et ratifiée par les deux parties contractantes.

Article 25

Les actes authentiques, notamment les actes notariés, exécutoires dans l'un des deux pays, sont déclarés exécutoires dans l'autre par l'autorité compétente, d'après la loi du pays où l'exécution doit être poursuivie.

Cette autorité vérifie seulement si les actes réunissent les conditions nécessaires à leur authenticité dans le pays où il sont été reçus et si les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public du pays où l'exequatur est requis.

Article 26

Les hypothèques terrestres conventionnelles, consenties dans l'un des deux pays, seront inscrites et produiront effet dans l'autre lorsque la validité des actes qui en contiennent la stipulation aura été constatée par l'autorité compétente, d'après la loi du pays où l'inscription est demandée. Cette autorité vérifie seulement si les actes et les procurations, qui en sont le complément, réunissent toutes les conditions nécessaires pour leur validité dans le pays où ils ont été reçus.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables aux actes de consentement à radiation ou à réduction passée dans un des deux pays.

Article 27

Les dispositions du présent titre s'appliquent quelle que soit la nationalité des parties.

Article 28

Toutes les dispositions de la présente convention s'appliquent tant aux personnes physiques qu'aux personnes morales, ces dernières constituées selon les lois en vigueur au Maroc et en Italie et ayant leur siège dans l'un de ces pays.

Titre IV

EXTRADITION

Article 29

Les parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, selon les règles et sous les conditions déterminées par les articles suivants, les individus qui, se trouvant sur le territoire de l'un des deux Etats, sont poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de l'autre Etat.

Article 30

Les parties contractantes n'extraderont pas leurs ressortissants respectifs. La qualité de ressortissant se appréciera à l'époque de l'infraction pour laquelle la extradition est requise.

Toutefois, la partie requise s'engage, dans la mesure où elle a compétence pour les juger, à faire poursuivre ses propres ressortissants qui auront commis, sur le

territoire de l'autre Etat des infractions punies comme crime ou délit dans les deux Etats, lorsque l'autre partie lui adressera par la voie diplomatique une demande de poursuite accompagnée des dossiers, documents, objets et informations en sa possession. La partie requérante sera tenue informée de la suite qui aura été donnée à sa demande.

Article 31

Seront sujets à extradition:

1) les individus qui sont poursuivis pour des crimes ou délits punis par les lois des parties contractantes de une peine d'au moins deux ans d'emprisonnement;

2) les individus qui, pour des crimes ou délits punis par la loi de l'Etat requis sont condamnés contradictoirement ou par défaut par les tribunaux de l'Etat requérant à une peine d'au moins six mois d'emprisonnement.

Si le crime à raison duquel l'extradition est demandée est puni de la peine capitale par la législation de l'Etat requérant, cette peine sera remplacée par celle prévue pour la même infraction par la législation du pays requis.

Article 32

L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la partie requise comme une infraction politique ou comme une infraction connexe à une telle infraction.

Pour l'application de la présente convention, l'attaché à la vie d'un Chef d'Etat ou d'un membre de sa famille, ne sera pas considéré comme infraction politique.

Article 33

L'extradition pourra ne pas être accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée consiste uniquement dans la violation d'obligations militaires.

Article 34

En matière de taxes et d'impôts, de douane, de change, l'extradition sera accordée dans les conditions prévues par la présente convention dans la mesure où il en aura été ainsi décidé par simple échange de lettres pour chaque infraction ou catégorie d'infractions spécialement désignée.

Article 35

L'extradition sera refusée:

a) si les infractions à raison desquelles elle est demandée ont été commises dans l'Etat requis;

b) si les infractions ont été jugées définitivement dans l'Etat requis;

c) si pour une raison quelconque l'action ou la peine est éteinte d'après la législation de la partie requérante ou de la partie requise au moment de la réception de la demande d'extradition;

d) si les infractions ayant été commises hors du territoire de l'Etat requérant par un étranger à cet Etat, la législation du pays requis n'autorise pas la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire par un étranger.

L'extradition pourra être refusée si les infractions font l'objet de poursuites dans l'Etat requis ou ont été jugées dans un Etat tiers.

Article 36

La requête sera formulée par écrit et présentée par la voie diplomatique. Il sera produit à l'appui de cette requête:

a) l'original ou l'expédition authentique soit d'une décision de condamnation exécutoire, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, délivrée dans les formes prescrites par la loi de la partie requérante;

b) un exposé des faits pour lesquels l'extradition est demandée, le temps et le lieu de leur perpétration, leur qualification légale et les références aux dispositions légales qui leur sont applicables seront indiqués le plus exactement possible;

c) une copie des dispositions légales applicables ainsi que le signalement aussi précis que possible de l'individu réclamé et tous autres renseignements de nature à déterminer son identité et sa nationalité.

Article 37

En cas d'urgence, sur la demande des autorités compétentes de l'Etat requérant, il sera procédé à l'arrestation provisoire, en attendant l'arrivée de la demande d'extradition et des documents mentionnés au paragraphe a) de l'article 36.

La demande d'arrestation provisoire sera transmise aux autorités compétentes de l'Etat requis soit directement par la voie postale ou télégraphique, soit par l'intermédiaire de l'Organisation internationale de police criminelle Interpol, soit par tout autre moyen laissant une trace écrite.

Elle devra mentionner l'existence d'une des pièces prévues au paragraphe a) de l'article 36 et fera part de l'intention d'envoyer une demande d'extradition. Elle mentionnera l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, le temps et le lieu où elle a été commise ainsi que le signalement aussi précis que possible de l'individu réclamé. L'autorité requérante sera informée, sans délai, de la suite donnée à sa demande.

Article 38

Il pourra être mis fin à l'arrestation provisoire si, dans le délai de 30 jours après l'arrestation, le Gouvernement requis n'a pas été saisi de la demande d'extradition et des documents mentionnés à l'article 36.

La mise en liberté ne s'oppose pas à l'arrestation et à l'extradition si la demande d'extradition parvient ultérieurement.

Article 39

Si les informations communiquées par la partie requérante se trouvent insuffisantes pour permettre à la partie requise de prendre une décision en application de la présente convention, cette dernière partie demandera le complément d'information nécessaire et pourra fixer un délai pour l'obtention de ces informations.

Article 40

Si l'extradition est demandée concurremment par plusieurs Etats, soit pour les mêmes faits, soit pour des faits différents, l'Etat requis statuera librement, compte tenu de toutes circonstances et notamment de la possibilité d'une extradition ultérieure entre les Etats requérants, des dates respectives des demandes, de la gravité relative et du lieu des infractions.

Article 41

Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets provenant de l'infraction ou pouvant servir de pièces à conviction qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation ou qui seront découverts ultérieurement seront, sur la demande de l'Etat requérant, saisis et remis à cet Etat.

Cette remise pourra être effectuée même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Seront toutefois réservés les droits que les tiers auraient acquis sur lesdits objets qui devront, si de tels droits existent, être rendus le plus tôt possible et sans frais à l'Etat requis, à la fin des poursuites exercées dans l'Etat requérant.

L'Etat requis pourra retenir temporairement les objets saisis s'il les juge nécessaires pour une procédure pénale. Il pourra de même, en les transmettant, se réserver leur restitution pour le même motif en s'obligeant à les renvoyer à son tour dès que faire se pourra.

Article 42

L'Etat requis fera connaître à l'Etat requérant par la voie diplomatique, sa décision sur l'extradition.

Tout rejet complet ou partiel sera motivé.

En cas d'acceptation, l'Etat requérant sera informé du lieu et de la date de la remise.

Faute d'accord à cet égard, l'individu extradé sera conduit par les soins de l'Etat requis au lieu que désignera la mission diplomatique de l'Etat requérant.

Sous réserve du cas prévu au dernier alinéa du présent article, l'Etat requérant devra faire recevoir l'individu à extraditer, pas ses agents, dans un délai d'un mois à compter de la date déterminée conformément aux dispositions du troisième alinéa du présent article. Passé ce délai, l'individu sera remis en liberté et ne pourra plus être réclamé pour le même fait.

Dans le cas de circonstances exceptionnelles empêchant la remise ou la réception de l'individu à extraditer, l'Etat intéressé en informera l'autre Etat avant l'expiration du délai. Les deux Etats se mettront d'accord sur une autre date de remise et les dispositions de l'alinéa précédent seront applicables.

Article 43

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle motivant la demande d'extradition, ce dernier Etat devra néanmoins statuer sur cette demande et faire connaître à l'Etat requérant sa décision sur l'extradition dans les conditions prévues au alinéas 1 et 2 de l'article 48. La remise de l'inculpé sera toutefois, dans le cas d'acceptation, différée jusqu'à ce qu'il soit satisfait à la justice de l'Etat requis.

Elle sera effectuée à une date qui sera déterminée conformément aux dispositions du troisième alinéa de l'article 42 et les alinéas 4, 5 et 6 dudit article seront alors applicables.

Les dispositions du présent article ne feront pas obstacle à ce que l'intéressé puisse être envoyé temporairement pour comparaître devant les autorités judiciaires de l'Etat requérant sous la condition expresse qu'il sera renvoyé dès que ces autorités auront statué.

Article 44

L'individu qui aura été livré ne pourra être ni poursuivi ni jugé contradictoirement, ni être détenu en vue de l'exécution d'une peine pour une infraction antérieure à la remise autre que celle ayant motivé l'extradition sauf dans les cas suivants:

1) lorsque, ayant eu la liberté de le faire, l'individu extradé n'a pas quitté, dans les 30 jours qui suivent son élargissement définitif, le territoire de l'Etat auquel il a été livré ou s'il y est retourné après l'avoir quitté;

2) lorsque l'Etat qui l'a livré y consent, une demande devra être présentée à cet effet, accompagnée des pièces prévues au paragraphe a) de l'article 36 et d'un procès-verbal judiciaire consignant les déclarations de l'extradé sur l'extension de l'extradition et mentionnant la possibilité qui lui a été donnée d'adresser un mémoire en défense aux autorités de l'Etat requis.

Lorsque la qualification donnée au fait incriminé sera modifiée au cours de la procédure, l'individu extradé ne sera poursuivi ou jugé que dans la mesure où les éléments constitutifs de l'infraction, nouvellement qualifiée, permettraient l'extradition.

Article 45

Sauf dans le cas où l'intéressé est resté sur le territoire de l'Etat requérant dans les conditions prévues à l'article précédent ou y serait retourné dans ces conditions, l'assentiment de l'Etat requis sera nécessaire pour permettre à l'Etat requérant de livrer à un Etat tiers l'individu qui lui aura été remis.

Article 46

L'extradition, par voie de transit à travers le territoire de l'une des parties contractantes, d'un individu livré à l'autre partie, sera accordée sur demande adressée par la voie diplomatique. A l'appui de cette demande seront fournies les pièces nécessaires pour établir qu'il s'agit d'une infraction donnant lieu à extradition. Il ne sera pas tenu compte des conditions prévues à l'article 27 et relatives au montant des peines.

Dans le cas où la voie aérienne sera utilisée, il sera fait application des dispositions suivantes:

1) lorsqu'aucun atterrissage ne sera prévu, l'Etat requérant avertira l'Etat dont le territoire sera survolé et attestera l'existence d'une des pièces prévues au paragraphe a) de l'article 36. Dans le cas d'atterrissage fortuit cette notification produira les effets de la demande d'arrestation provisoire visée à l'article 37 et l'Etat requérant adressera une demande de transit dans les conditions prévues aux alinéas précédents;

2) lorsqu'un atterrissage sera prévu, l'Etat requérant adressera une demande de transit.

Dans le cas où l'Etat requis du transit demandera aussi l'extradition il pourra être sursis au transit jusqu'à ce que l'individu réclamé ait satisfait à la justice de cet Etat.

Article 47

Les frais occasionnés par la procédure d'extradition seront à la charge de l'Etat requérant, étant entendu que l'Etat requis ne réclamera ni frais de procédure, ni frais d'incarcération.

Titre V

ECHANGE DE CASIERS JUDICIAIRES

Article 48

Les deux parties contractantes se donneront réciproquement avis des condamnations pour crimes et délits prononcées par les autorités judiciaires de l'une d'elles à l'encontre des ressortissants de l'autre, ainsi que des mesures postérieures auxdites condamnations.

Ces avis seront transmis par la voie diplomatique.

Toutefois, en cas d'urgence, ces avis pourront être communiqués par l'intermédiaire de l'Interpol.

Titre VI

ASSISTANCE JUDICIAIRE

Article 49

Les ressortissants de chacun des deux pays jouiront sur le territoire de l'autre du bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes, pourvu qu'ils se conforment à la loi du pays dans lequel l'assistance sera demandée.

Article 50

Le certificat attestant l'insuffisance des ressources sera délivré au requérant par les autorités de sa résidence habituelle s'il réside sur le territoire de l'un des deux pays. Ce certificat sera délivré par le consul de son pays, territorialement compétent, si l'intéressé réside dans un pays tiers.

Lorsque l'intéressé résidera dans le pays où la demande sera formée, des renseignements pourront, à titre complémentaire être pris auprès des autorités du pays dont il est ressortissant.

Titre VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 51

La présente convention sera ratifiée et elle entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification qui aura lieu aussitôt que faire se pourra.

La présente convention est applicable aux crimes et délits commis postérieurement à la date de son entrée en vigueur. Néanmoins, les parties contractantes pourront accorder l'extradition pour crimes et délits commis antérieurement à cette convention selon la législation respective des deux Etats.

Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des parties contractantes aura déclaré vouloir en faire cesser les effets.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires ont signé la présente convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Rome, le 12 février 1971, en double original.

Pour le Maroc

Youssef BEN ABBES ATARJI

Pour l'Italie

Aldo Moro

Visto, il Ministro per gli affari esteri

MORO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. - Il testo facente fede è unicamente quello indicato nella convenzione.

CONVENZIONE DI RECIPROCA ASSISTENZA GIUDIZIARIA, DI ESECUZIONE DELLE SENTENZE E DI ESTRADIZIONE FRA L'ITALIA E IL MAROCCO.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

e

SUA MAESTÀ IL RE DEL MAROCCO

Nell'intento di stabilire una collaborazione efficace in materia di assistenza giudiziaria, fra i due paesi,

Hanno deciso di stipulare la presente convenzione di reciproca assistenza giudiziaria, di esecuzione delle sentenze e di estradizione.

Hanno designato a tal fine, come loro plenipotenziari:

Il Presidente della Repubblica italiana:

Il signor Aldo MORO, Ministro degli affari esteri,

Sua Maestà il Re del Marocco:

Il signor Youssef BEN ABBES ATARJI, Ministro degli affari esteri,

i quali, dopo essersi scambiati i loro pieni poteri riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

*Titolo primo*DISPOSIZIONI PRELIMINARI
LIBERO ACCESSO AI TRIBUNALI

Articolo 1

I cittadini di ciascuna delle parti contraenti avranno, sul territorio dell'altra parte, libero e facile accesso a tutte le giurisdizioni per il perseguimento e la difesa dei loro diritti.

Articolo 2

Non potranno essere imposti ai cittadini di ciascuna delle parti contraenti né cauzione, né deposito sotto qualsiasi denominazione, in ragione sia della loro qualità di stranieri, sia della mancanza di domicilio o residenza nel paese.

Il comma precedente si applica, salvo le disposizioni di ordine pubblico del paese in cui l'azione è introdotta, alle persone giuridiche costituite o autorizzate secondo le leggi di una delle due parti contraenti.

Titolo II

AIUTO RECIPROCO

TRASMISSIONE DI ATTI GIUDIZIARI ED EXTRA-GIUDIZIARI

Articolo 3

Gli atti giudiziari ed extra-giudiziari, sia in materia civile e commerciale che in materia penale, salvo le disposizioni che regolano il regime di estradizione, destinati a persone residenti sul territorio di uno dei due paesi, saranno trasmessi per via diplomatica normale.

Le disposizioni del presente articolo non escludono la facoltà per le parti contraenti di far pervenire direttamente, per mezzo dei loro rappresentanti diplomatici o consolari, gli atti giudiziari o extra-giudiziari destinati a propri cittadini. In caso di conflitto di legislazione, la nazionalità del destinatario dell'atto sarà determinata dalla legge del paese in cui deve aver luogo la consegna.

Articolo 4

Gli atti giudiziari ed extra-giudiziari non saranno tradotti ma la lettera o la nota di trasmissione sarà redatta nella lingua dell'autorità richiesta e dovrà contenere le indicazioni seguenti:

- autorità da cui emana l'atto;
- natura dell'atto di cui si tratta;
- nome e qualità delle parti;
- nome e indirizzo del destinatario;

e, in materia penale, qualificazione del reato.

Articolo 5

Se l'autorità richiesta non è competente, trasmetterà l'atto d'ufficio a quella competente informandone subito l'autorità richiedente, per via diplomatica.

Articolo 6

L'autorità richiesta si limiterà a far effettuare la consegna dell'atto al destinatario.

Se questi l'accetta volontariamente, la prova della consegna si farà a mezzo sia di una ricevuta datata e firmata dal destinatario, sia di un attestato dell'autorità richiesta e constatante il fatto, il modo e la data della consegna. L'uno o l'altro di questi documenti sarà inviato direttamente all'autorità richiedente:

Se la consegna dell'atto non può avvenire per qualunque causa, l'autorità richiesta lo restituirà immediatamente a quella richiedente indicando il motivo della mancata consegna.

Articolo 7

La consegna degli atti giudiziari ed extra-giudiziari non darà luogo al rimborso di alcuna spesa.

Articolo 8

Le disposizioni degli articoli precedenti non precludono, in materia civile e commerciale, la facoltà, per gli interessati residenti sul territorio di una delle due parti contraenti, di far assicurare in uno dei due paesi la notifica e la consegna di tutti gli atti alle persone residenti in tale paese. La notifica e la consegna devono essere effettuate secondo le modalità in vigore nel paese in cui esse devono aver luogo.

TRASMISSIONE ED ESECUZIONE DI COMMISSIONI ROGATORIE

Articolo 9

Le commissioni rogatorie in materia civile e commerciale da eseguirsi sul territorio di una delle due parti contraenti, saranno espletate dalle autorità giudiziarie.

Esse saranno trasmesse per via diplomatica normale.

Se l'autorità richiesta è incompetente, trasmetterà di ufficio la commissione rogatoria a quella competente informandone immediatamente l'autorità richiedente.

Le disposizioni di questo articolo non precludono la facoltà per le parti contraenti di far eseguire direttamente dai loro rappresentanti diplomatici o consolari le commissioni rogatorie relative all'audizione dei loro cittadini. In caso di conflitto di legislazione, la nazionalità della persona di cui è richiesta l'audizione sarà determinata dalla legge del paese in cui deve essere eseguita la commissione rogatoria.

Articolo 10

Le commissioni rogatorie in materia penale da eseguirsi nel territorio di una delle due parti contraenti, saranno trasmesse per via diplomatica ed espletate dalle autorità giudiziarie.

Se l'autorità giudiziaria richiesta è incompetente, trasmetterà d'ufficio le commissioni rogatorie a quella competente informandone immediatamente l'autorità richiedente per via diplomatica.

Nei casi di urgenza, esse potranno essere inoltrate direttamente. Esse saranno restituite, in ogni caso, per via diplomatica.

Articolo 11

L'autorità richiesta potrà rifiutare di eseguire una commissione rogatoria se, in base alla legge del proprio paese, questa non è di sua competenza o se è per sua natura tale da arrecare pregiudizio alla sovranità, alla sicurezza o all'ordine pubblico del paese in cui deve aver luogo.

Articolo 12

Le persone di cui è richiesta la testimonianza saranno invitate a comparire secondo la procedura del paese richiesto; se rifiutano di comparire l'autorità richiesta dovrà usare i mezzi di coercizione previsti dalla legge del proprio paese.

Articolo 13

Su espressa domanda dell'autorità richiedente, l'autorità richiesta dovrà:

1) Eseguire la commissione rogatoria secondo le modalità indicate dall'autorità giudiziaria richiedente se queste non sono incompatibili con la legislazione del proprio paese.

2) Informare, in tempo utile, l'autorità richiedente della data e del luogo in cui si procederà all'esecuzione della commissione rogatoria, affinché le parti interessate possano assistervi, nel quadro della legislazione del paese richiesto.

Articolo 14

Le commissioni rogatorie dovranno essere accompagnate dalla traduzione nella lingua dell'autorità richiesta. Tale traduzione sarà autenticata da un traduttore giurato o di cui sarà ricevuto il giuramento conformemente alle leggi del paese richiedente.

Articolo 15

L'esecuzione delle commissioni rogatorie non potrà dar luogo ad alcun rimborso di spesa, salvo ciò che concerne gli onorari di esperti.

COMPARIZIONE DI TESTIMONI IN MATERIA PENALE

Articolo 16

Se la comparizione personale di un testimone è necessaria in un procedimento penale, il Governo del paese in cui risiede il testimone lo inviterà a rispondere alla convocazione che gli è stata rivolta. In tal caso, le indennità di trasferta e di soggiorno, calcolate sulla base della residenza del testimone, saranno almeno uguali a quelle accordate sulla base delle tariffe e regolamenti in vigore nel paese in cui dovrà aver luogo l'audizione;

a richiesta del testimone, questi riceverà, a cura delle autorità consolari del paese richiedente, l'anticipo di tutte o di parte delle spese di viaggio.

Nessun testimone, qualunque sia la sua nazionalità, che, citato in uno dei due paesi, si presenti volontariamente davanti ai giudici dell'altro paese potrà essere perseguito o arrestato per fatti o condanne anteriori alla sua partenza dal territorio dello Stato richiesto. Tale immunità cesserà trenta giorni dopo la data in cui avrà avuto termine la deposizione e in cui sia stato possibile il ritorno del testimone.

Articolo 17

Le domande di comparizione di testimoni detenuti saranno trasmesse per via diplomatica.

Sarà dato seguito alla domanda sempre che particolari circostanze non vi si oppongano ed a condizione che detti detenuti siano rinviati entro breve termine.

Titolo III

EXEQUATUR IN MATERIA CIVILE E COMMERCIALE

Articolo 18

In materia civile e commerciale, le decisioni emesse dalle autorità giudiziarie in Italia o in Marocco saranno rese esecutive sul territorio dell'altro paese, se rispondono ai seguenti requisiti:

a) che la decisione sia stata pronunciata da un giudice competente ai sensi delle norme di diritto internazionale riconosciute nel paese in cui deve aver luogo l'esecuzione, salvo espressa rinuncia dell'interessato;

b) che le parti siano state regolarmente citate, rappresentate o dichiarate contumaci;

c) che la decisione, in base alla legge del paese in cui è stata pronunciata, abbia acquistato l'efficacia di cosa giudicata o sia suscettibile di esecuzione;

d) che la decisione non sia contraria all'ordine pubblico del paese in cui è richiesta la sua esecuzione o ai principi di diritto pubblico applicabili in detto paese. Inoltre, essa non deve essere contraria ad una decisione giudiziaria pronunciata in detto paese che abbia acquistato l'efficacia di cosa giudicata;

e) che nessun giudice dello Stato richiesto sia stato investito di una domanda fra le stesse parti e per lo stesso oggetto prima della proposizione della domanda davanti al giudice che ha emesso la decisione di cui si chiede l'exequatur.

Articolo 19

Le decisioni di cui all'articolo precedente non potranno dar luogo ad alcuna esecuzione forzata da parte delle autorità dell'altro paese, né formare oggetto, da parte di dette autorità, di alcuna pubblica formalità, quali l'iscrizione, la trascrizione o la rettifica sui pubblici registri, se non dopo che siano state dichiarate esecutive.

Articolo 20

L'exequatur è concesso dall'autorità competente secondo la legge del paese in cui è richiesta su domanda di ogni parte interessata.

La procedura per la relativa domanda è quella seguita dalla legge del paese in cui è richiesta l'esecuzione.

Articolo 21

L'autorità competente si limita a verificare se la decisione di cui è richiesto l'exequatur risponde ai requisiti di cui agli articoli precedenti per godere dell'autorità di cosa giudicata. Essa procede d'ufficio a tale esame e deve farne constare il risultato nella decisione.

Nel concedere l'exequatur, l'autorità competente dispone, se necessario, che siano adottati tutti i mezzi, perché la decisione straniera sia resa pubblica secondo le stesse modalità richieste dalla legge del paese in cui la decisione medesima è dichiarata esecutiva.

L'exequatur può essere concesso parzialmente per l'uno o l'altro soltanto dei capi della decisione straniera.

Articolo 22

La decisione d'exequatur ha effetto fra tutte le parti che ne hanno fatto istanza e per tutto il territorio in cui queste disposizioni sono applicabili.

Essa consente alla decisione resa esecutiva di produrre, a partire dalla data di concessione dell'exequatur e relativamente alle misure di esecuzione, gli stessi effetti di quella pronunciata dal tribunale che ha concesso l'exequatur alla data della concessione di questo.

Articolo 23

La parte che invoca l'autorità di una decisione giudiziaria o che ne domanda l'esecuzione deve produrre:

a) una copia della decisione che contenga i requisiti necessari per la sua autenticità;

b) l'originale dell'atto di notifica della decisione o di qualsiasi altro atto che sostituisca la notifica;

c) un certificato dei cancellieri competenti con l'attestazione che nessuna impugnazione è stata proposta contro la decisione;

d) una copia autentica della citazione della parte rimasta contumace;

e) una traduzione completa degli atti suddetti certificata conforme da un traduttore giurato.

Articolo 24

Il riconoscimento e l'esecuzione delle sentenze arbitrali sono regolati dalla convenzione di New York adottata il 10 giugno 1958 dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite e ratificata dalle due parti contraenti.

Articolo 25

Gli atti autentici, particolarmente gli atti notarili, esecutivi in uno dei due paesi, sono dichiarati esecutivi nell'altro paese dall'autorità competente, secondo la legge del paese in cui l'esecuzione deve aver luogo.

Detta autorità verifica soltanto se gli atti rispondono ai requisiti necessari per la loro autenticità nel paese in cui sono stati ricevuti e se le disposizioni in base alle quali l'esecuzione è richiesta non siano contrarie all'ordine pubblico del paese in cui è richiesto l'exequatur.

Articolo 26

Le ipoteche immobiliari (terrestres) convenzionali, consentite in uno dei due paesi, saranno iscritte e avranno effetto nell'altro paese allorché la validità degli atti che ne contengono la stipulazione sarà stata constatata dall'autorità competente, secondo la legge del paese in cui è richiesta l'iscrizione. Tale autorità verifica sol-

tanto se gli atti e le procure, che ne sono il complemento, contengono i requisiti necessari per la loro validità nel paese in cui sono stati ricevuti.

Le stesse disposizioni valgono anche per gli atti di consenso alla cancellazione o alla riduzione approvata in uno dei due paesi.

Articolo 27

Le disposizioni del presente titolo si applicano qualunque sia la nazionalità delle parti.

Articolo 28

Tutte le disposizioni della presente convenzione si applicano sia alle persone fisiche sia alle persone giuridiche, queste ultime costituite secondo le leggi in vigore in Marocco e in Italia e aventi la loro sede in uno di questi paesi.

Titolo IV

ESTRADIZIONE

Articolo 29

Le parti contraenti s'impegnano a consegnarsi reciprocamente, secondo le norme ed alle condizioni stabilite negli articoli seguenti, le persone che, trovandosi sul territorio di uno dei due Stati, sono perseguite o condannate dalle autorità giudiziarie dell'altro Stato.

Articolo 30

Le parti contraenti non concederanno l'estradizione dei propri cittadini. La qualità di cittadino sarà accertata al momento della infrazione per la quale è richiesta l'estradizione.

Tuttavia, la parte richiesta si impegna, nella misura in cui ha competenza a giudicarli, a far perseguire i propri cittadini che avranno commesso nel territorio dell'altro Stato infrazioni punite come crimine o delitto nei due Stati, quando l'altra parte le invierà per via diplomatica una richiesta di procedimento penale corredata da fascicoli, documenti, oggetti e informazioni in suo possesso. La parte richiedente sarà informata del seguito che sarà dato alla sua richiesta.

Articolo 31

Saranno sottoposti ad estradizione:

1) le persone che sono perseguite per crimini o delitti puniti dalle leggi delle parti contraenti con pena non inferiore almeno a due anni di detenzione;

2) le persone che, per crimini o delitti puniti dalla legge dello Stato richiesto, sono condannate in contraddittorio o in contumacia, dai tribunali dello Stato richiedente, a pena non inferiore almeno a sei mesi di detenzione.

Se il crimine, per cui è richiesta l'estradizione, è punito con la pena capitale dalla legge dello Stato richiedente, tale pena sarà sostituita con quella prevista per il medesimo reato dalla legge del paese richiesto.

Articolo 32

L'estradizione non sarà accordata se si tratta di reato considerato politico dalla parte richiesta o come fatto connesso a reato di tale natura.

Per l'applicazione della presente convenzione, l'attentato alla vita di un Capo di Stato o di un membro della sua famiglia non sarà considerato come reato politico.

Articolo 33

L'estradizione potrà non essere accordata se l'infrazione per la quale è richiesta consiste unicamente nella violazione di obblighi militari.

Articolo 34

In materia di tasse e imposte, di dogana, di cambio, l'estradizione sarà accordata alle condizioni previste dalla presente convenzione, solo se in tal senso sarà stato deciso dalle parti contraenti, con semplice scambio di lettere, per ogni singolo reato o categoria di reati specificamente indicati.

Articolo 35

L'estradizione sarà rifiutata:

a) se i reati per i quali è stata richiesta sono stati commessi nello Stato richiesto;

b) se i reati sono stati giudicati per via definitiva nello Stato richiesto;

c) se per qualunque causa l'azione penale o la pena è estinta secondo la legislazione dello Stato richiedente o dello Stato richiesto al momento della ricezione della richiesta di estradizione;

d) se trattandosi di reati commessi fuori del territorio dello Stato richiedente, da uno straniero, la legislazione del paese richiesto non consente il perseguimento dell'azione penale per gli stessi reati commessi fuori dal suo territorio da uno straniero.

L'estradizione potrà essere rifiutata se i reati formano oggetto di azioni penali nello Stato richiesto o sono stati giudicati in uno Stato terzo.

Articolo 36

La richiesta di estradizione sarà fatta per iscritto o presentata per via diplomatica. Si dovrà esibire a sostegno di tale richiesta:

a) l'originale o la copia autentica sia di una decisione di condanna esecutiva, sia di un mandato d'arresto o di ogni altro atto avente la medesima forza, emanato nelle forme prescritte dalla legge dello Stato richiedente;

b) un'esposizione sui fatti per i quali è richiesta l'estradizione, sul tempo ed il luogo in cui questi sono stati commessi, sulla loro qualificazione giuridica ed una indicazione il più possibile esatta sui riferimenti alle disposizioni di legge ad essi applicabili;

c) una copia delle disposizioni di legge applicabili nonché i connotati, il più possibile precisi, della persona di cui si tratta, con ogni altra indicazione atta ad individuarne la identità e la nazionalità.

Articolo 37

In caso d'urgenza, su richiesta delle autorità competenti dello Stato richiedente, si procederà all'arresto provvisorio, in attesa dell'arrivo della domanda di estradizione e dei documenti menzionati al paragrafo a) dell'articolo 36.

La domanda di arresto provvisorio sarà trasmessa alle autorità competenti dello Stato richiesto sia direttamente per via postale o telegrafica, sia per mezzo della

Organizzazione internazionale di polizia criminale (Interpol), sia per ogni altro mezzo che ne lasci una traccia scritta.

Con essa si dovrà menzionare l'esistenza di uno dei documenti di cui al paragrafo a) dell'articolo 36 e si dovrà manifestare l'intenzione di inviare una domanda di estradizione. Con essa sarà fatta menzione altresì del reato per il quale è richiesta l'estradizione, del tempo e del luogo in cui è stato commesso, nonché dei connotati, il più possibile precisi, della persona di cui si tratta. L'autorità richiedente sarà informata, senza indugio, del seguito dato alla sua domanda.

Articolo 38

Si potrà porre fine all'arresto provvisorio se nel termine di 30 giorni dall'arresto, il Governo richiesto non avrà ricevuto la domanda di estradizione e i documenti menzionati all'articolo 36.

La liberazione non esclude l'arresto e l'estradizione se la domanda di estradizione perviene ulteriormente.

Articolo 39

Se le informazioni fornite dalla parte richiedente sono giudicate insufficienti al fine di consentire che la parte richiesta possa prendere una decisione in applicazione della presente convenzione, quest'ultima parte richiederà il necessario supplemento d'informazione e potrà fissare un termine per ottenerle.

Articolo 40

Se l'estradizione è richiesta contemporaneamente da più Stati, sia per gli stessi fatti, sia per fatti diversi, lo Stato richiesto deciderà liberamente, tenuto conto di tutte le circostanze e in particolare della possibilità di una estradizione ulteriore tra gli Stati richiedenti, delle rispettive date delle domande, della relativa gravità e del luogo dei reati.

Articolo 41

Nel concedere l'estradizione, tutti gli oggetti che provengono da reato o che possono servire come mezzi di prova, trovati in possesso della persona estradanda, al momento del suo arresto, o scoperti successivamente saranno sequestrati e consegnati, su richiesta dello Stato richiedente, a quest'ultimo.

Detta consegna potrà essere effettuata anche se la estradizione non può aver più seguito per l'evasione o per la morte dell'estradando.

Saranno tuttavia salvi i diritti acquistati dai terzi su detti oggetti, che dovranno essere restituiti, se tali diritti esistono, allo Stato richiesto, il più presto possibile e gratuitamente, al termine delle azioni penali esercitate nello Stato richiedente.

Lo Stato richiesto potrà trattenere temporaneamente gli oggetti sequestrati qualora li giudichi necessari per il procedimento penale. Esso potrà ugualmente, trasmettendoli, riservarsi di averli in restituzione per lo stesso motivo, obbligandosi a sua volta a ritrasmetterli non appena possibile.

Articolo 42

Lo Stato richiesto informerà per via diplomatica lo Stato richiedente della sua decisione sull'estradizione.

Ogni rigetto completo o parziale sarà motivato.

In caso di concessione lo Stato richiedente sarà informato del luogo e della data della consegna.

In mancanza di accordo su tal punto, l'estradando sarà condotto, a cura dello Stato richiesto, nel luogo che sarà indicato dalla rappresentanza diplomatica dello Stato richiedente.

Salvo quanto previsto nell'ultimo comma del presente articolo, lo Stato richiedente dovrà far prendere in consegna l'estradando dai suoi agenti, nel termine di un mese a partire dalla data stabilita conformemente alle disposizioni del terzo comma del presente articolo. Trascorso detto termine, l'estradando sarà posto in libertà e non potrà più essere richiesto per lo stesso fatto.

Se circostanze eccezionali impediscono la consegna o il ricevimento dell'estradando, lo Stato interessato ne informerà l'altro Stato prima della scadenza del termine. I due Stati stabiliranno d'accordo una altra data di consegna e saranno applicabili le disposizioni del comma precedente.

Articolo 43

Se l'individuo reclamato è accusato o condannato nello Stato richiesto per un reato diverso da quello per il quale l'estradizione è richiesta, quest'ultimo Stato dovrà ugualmente decidere sulla domanda e far conoscere allo Stato richiedente la relativa decisione giusta quanto previsto ai commi 1 e 2 dell'articolo 48. La consegna dell'accusato tuttavia, nel caso di accettazione, sarà differita fino a che sia stata soddisfatta la giustizia dello Stato richiesto.

Detta consegna sarà effettuata nella data che sarà concordata in conformità delle disposizioni del terzo comma dell'articolo 42, e saranno allora applicabili i commi 4, 5 e 6 del detto articolo.

Le disposizioni del presente articolo non impediranno che l'interessato possa essere inviato temporaneamente a comparire davanti alle autorità giudiziarie dello Stato richiedente, sotto l'espressa condizione che sarà restituito non appena dette autorità si saranno pronunciate.

Articolo 44

L'individuo che sarà stato consegnato non potrà essere né perseguito, né giudicato in contraddittorio, né essere detenuto in vista dell'esecuzione di una pena per un reato anteriore alla consegna, diverso da quello per il quale era stata richiesta l'estradizione, salvo nei casi seguenti:

1) quando, avendo avuto la libertà di farlo, l'individuo estradato non ha lasciato, nei 30 giorni che seguono il suo rilascio definitivo, il territorio dello Stato al quale è stato consegnato o se vi è ritornato dopo averlo lasciato;

2) quando lo Stato che lo ha consegnato vi consente, una domanda dovrà essere presentata a tal fine, accompagnata dai documenti previsti al paragrafo a) dell'articolo 36 e da un processo verbale giudiziario contenente le dichiarazioni dell'estradato sull'estensione dell'estradizione e la menzione della possibilità che gli è stata data di inviare una memoria difensiva alle autorità dello Stato richiesto.

Qualora la qualificazione data al fatto incriminato sia modificata nel corso della procedura, l'individuo estradato non sarà perseguito o giudicato se non nella misura in cui gli elementi costitutivi dell'infrazione, nuovamente qualificata, permetterebbero l'estradizione.

Articolo 45

Salvo che nel caso in cui l'interessato sia rimasto nel territorio dello Stato richiedente nelle condizioni previste all'articolo precedente o che vi sia ritornato in dette condizioni, il consenso dello Stato richiesto sarà necessario perché lo Stato richiedente possa consegnare ad uno Stato terzo l'individuo che gli sarà stato consegnato.

Articolo 46

L'extradizione, in transito attraverso il territorio di una delle parti contraenti, di un individuo consegnato all'altra parte, sarà concessa su domanda inviata per via diplomatica. A sostegno della domanda saranno forniti i documenti necessari per stabilire che si tratta di un reato che dà luogo ad estradizione. Non sarà tenuto conto delle condizioni previste all'articolo 27 e relative alla durata delle pene.

Nel caso in cui sia utilizzata la via aerea, si applicheranno le disposizioni seguenti:

1) qualora non sia previsto un atterraggio, lo Stato richiedente avvertirà lo Stato di cui sarà sorvolato il territorio ed attesterà l'esistenza di uno dei documenti previsti al paragrafo a) dell'articolo 36. In caso di atterraggio fortuito detta dichiarazione produrrà gli effetti della domanda di arresto provvisorio di cui all'articolo 37 e lo Stato richiedente invierà una domanda di transito alle condizioni previste ai paragrafi precedenti;

2) qualora sia previsto un atterraggio, lo Stato richiedente invierà una domanda di transito.

Nel caso in cui lo Stato richiesto del transito chiedesse pure la estradizione, si potrà soprassedere al transito fino a che l'individuo reclamato abbia soddisfatto la giustizia di detto Stato.

Articolo 47

Le spese derivanti dalla procedura di estradizione saranno a carico dello Stato richiedente, essendo inteso che lo Stato richiesto non reclamerà né spese di procedura, né spese di carcerazione.

Titolo V

SCAMBIO DI NOTIZIE RELATIVE AI CASELLARI GIUDIZIARI

Articolo 48

Le due parti contraenti si obbligano a comunicarsi reciprocamente le sentenze di condanna per crimini e delitti pronunciate dalle autorità giudiziarie di ciascuna delle parti contro i cittadini dell'altra parte, nonché le misure successive a dette condanne.

Tali notizie saranno trasmesse per via diplomatica.

Tuttavia, in caso d'urgenza, tali notizie potranno essere comunicate per mezzo dell'Interpol.

Titolo VI

ASSISTENZA IN GIUDIZIO

Articolo 49

I cittadini di ciascuno dei due paesi godranno sul territorio dell'altro del beneficio dell'assistenza in giudizio alla pari dei nazionali purché si attengano alla legge del paese nel quale sarà richiesta l'assistenza.

Articolo 50

Il certificato di povertà sarà rilasciato al richiedente dalle autorità del luogo di residenza abituale se egli risiede nel territorio di uno dei due paesi. Tale certificato sarà rilasciato dal console del suo paese, territorialmente competente, se l'interessato risiede in un paese terzo.

Qualora l'interessato risieda nel paese in cui è presentata la domanda, potranno essere assunte informazioni, a titolo complementare, presso le autorità del paese di cui egli è cittadino.

Titolo VII

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 51

La presente convenzione sarà ratificata ed entrerà in vigore dopo lo scambio degli strumenti di ratifica che avrà luogo non appena possibile.

La presente convenzione è applicabile ai crimini e delitti commessi posteriormente alla data della sua entrata in vigore. Tuttavia, le parti contraenti potranno concedere l'extradizione per crimini e delitti commessi anteriormente alla presente convenzione sulla base della legislazione rispettiva dei due Stati.

Essa resterà in vigore fino allo spirare di un anno a contare dal giorno in cui una delle parti contraenti avrà dichiarato di volerne fare cessare gli effetti.

IN FEDE DI CHE i plenipotenziari hanno firmato la presente convenzione di reciproco aiuto giudiziario, di esecuzione delle sentenze e di estradizione e vi hanno apposto i loro sigilli.

FATTO a Roma, il 12 febbraio 1971, in duplice originale.

(Seguono le firme).

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
16 ottobre 1973, n. 1044.

Modificazioni allo statuto della libera Università degli studi « G. D'Annunzio » di Chieti.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto della libera Università « G. D'Annunzio » di Chieti, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 8 maggio 1965, n. 1007 e modificato con decreto del Presidente della Repubblica 20 settembre 1966, n. 1291, e successive modificazioni;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Veduto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Veduto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni;

Veduta la legge 11 aprile 1953, n. 312;

Vedute le proposte di modifiche dello statuto formulate dalle autorità accademiche dell'Università anzidetta;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;